

# Règlement No 3293

Subvention à la démolition - reconstruction des bâtiments résidentiels.

A une séance du Comité exécutif de la Ville de Montréal tenue le 24 mars 1966, et à la séance du Conseil de la Ville de Montréal tenue le 12 avril 1966,

Il est décrété et statué comme suit :

ARTICLE 1. — Domaine d'application

Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux immeubles résidentiels situés dans la Ville à l'exclusion de ceux qu'elle a décidé ou décide de réserver pour des fins municipales en décrétant une modification au plan général de la Ville.

ARTICLE 2. — Exécution du règlement

Le directeur du service des Permis et Inspections est chargé de l'exécution du présent règlement. Subsidy for the demolition - re construction of residential buildings.

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal held on March 24, 1966, and at the meeting of the Council of the City of Montreal held on April 12, 1966,

It was ordained and enacted as follows:

ARTICLE 1. - Application

The provisions of this by-law apply to residential properties located in the City, except those which the City has decided or may decide to reserve for municipal purposes by ordaining a modification to the general plan of the City.

ARTICLE 2. - Enforcement of the by-law

The Director of the Permits and Inspections Department is responsible for the enforcement of this by-law.

ARTICLE 3. — Entrée en vigueur.

Le présent règlement entre en vigueur à compter du ler mai 1966 dans les secteurs ci-après :

- a) le secteur compris entre l'avenue Atwater à l'ouest, les voies ferrées du Pacifique Canadien et la falaise au nord, la rue Guy à l'est, et le canal Lachine au sud, déclaré par le Conseil zone de rénovation urbaine à sa séance du 7 avril 1965;
- b) le secteur délimité par des lignes de tirets sur le plan no 1 ci-joint, lequel fait partie du présent règlement.

### ARTICLE 4. - Définitions

Aux fins de l'interprétation du présent règlement, les termes qui sont écrits en italique ont la signification qui leur est donnée dans la terminologie du règlement no 3122, ehapitre 2.

### De plus:

Impropre à l'habitation s'applique au bâtiment principal et a la signification qui lui est donnée à l'article 6-1 du règlement no 3122.

# ARTICLE 5. — Montant de la subvention

Le montant de la subvention ne doit, dans aucun cas, excéder ARTICLE 3. — Coming into force

This by-law shall come into force on May 1, 1966 in the following sectors:

- a) the sector bounded by Atwater Avenue on the west, the Canadian Pacific Railway lines and the cliff on the north, Guy Street on the east, and the Lachine Canal on the south, which was declared an urban renewal area by Council at its meeting of April 7, 1965;
- b) the sector delimited by dashed lines on the attached Plan No. 1 which forms part of this by-law.

# ARTICLE 4. - Definitions

For the purpose of interpreting the present by-law, the terms written in italic type shall have the meaning given to them in the definitions contained in By-law No. 3122, Chapter 2.

### In addition:

Unfit for housing applies to the main building and has the meaning indicated under Article 6-1 of By-law No. 3122,

ARTICLE 5. — Amount of the subsidy

The amount of a subsidy shall in no caser/exceed/acritical/orlinea/

la moitié de la valeur du bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière au moment du dépôt de la demande, ni le sixième de la valeur réelle du nouveau bâtiment, telle qu'elle est inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

Le directeur est habilité à établir un montant provisoire de ladite subvention en se basant, d'une part, sur la valeur du bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière et, d'autre part, sur une estimation provisoire du coût du nouveau bâtiment.

La somme totale des subventions accordées au cours d'un exercice fiscal ne doit pas être plus élevée que le montant de la dépense prévue à cette fin au budget de cet exercice.

Le Comité exécutif doit donner la préférence aux travaux de démolition et de reconstruction qui contribuent à loger les familles qui ont le plus grand nombre d'enfants.

## ARTICLE 6. - Eligibilité

Tout propriétaire d'un immeuble résidentiel situé dans l'un des secteurs de la Ville décrits à l'article 3 qui précède et dont le bâtiment principal est jugé impropre à l'habitation par le directeur, peut présenter une demande de subvention selon les dispositions du présent règlement et aux conditions énumérées ci-après: value of the building to be demolished, as entered in the real estate valuation roll at the time an application is filed, or one-sixth of the actual value of the new building, as entered for the first time in the valuation roll.

The Director has authority to set the temporary amount of such subsidy on the basis, on the one hand, of the value of the building to be demolished, as entered in the real estate valuation roll, and, on the other, on the basis of a temporary estimate of the cost of the new building.

The aggregate amount of subsidies granted during any fiscal year shall not exceed the amount of expenditure provided for such purpose in the budget of that fiscal year.

The Executive Committee shall give preference to those demolition and reconstruction works which contribute to the lodging of families with the largest number of children.

# ARTICLE 6. - Eligibility

Any owner of a residential property located in one of the sectors
of the City described in the preceding Article 3 and whose main
building is deemed unfit for housing by the Director, may apply for
a subsidy in accordance with the
provisions of this by-law, subject
to the conditions/enertilemed//heréa/
under:

a) le bâtiment principal démoli à la l'aveur de la subvention que prévoit le présent règlement doit obligatoirement être remplacé par un nouveau bâtiment destiné à des fins résidentielles et situé à l'intérieur des limites des secteurs décrits à l'article 3 qui précède.

> Dans le cas du secteur décrit au sous-paragraphe a) dudit article 3, le nouveau bâtiment peut, sous réserve de l'approbation et des conditions posées par le directeur du service d'Urbanisme, être érigé sur le même terrain que le bâtiment démoli ou sur tout autre terrain situé dans les limites du secteur.

> Dans le cas du secteur décrit au sous-paragraphe b) du même article 3. le nouveau bâtiment doit obligatoirement être érigé sur le même terrain que le bâtiment démoli. Ce dernier terrain peut, toutefois, être agrandi par l'addition de lots contigus au terrain originaire.

Dans aucun cas, le nouveau bâtiment ne pourra être érigé dans une zone décrétée industrielle par règlement de zonage; a) the main building which has been demolished with the assistance of a subsidy provided for under this bylaw shall obligatorily be replaced by a new building to be used for residential purposes and to be located within the limits of the sectors described in the preceding article 3.

In the case of the sector described in sub-paragraph a) of the said Article 3, the new building, subject to the approval of and the conditions set by the Director of the City Planning Department, may be erected on the same parcel of land as the demolished building or on any other parcel of land located within the limits of that sector.

In the case of the sector described in sub-paragraph b) of the same Article 3. the new building shall obligatorily be erected on the same parcel of land as the demolished building. This latter parcel of land may, however, be enlarged through the addition of lots contiguous to the original parcel of land.

The new building shall in no case be erected in an area which has been declared industrial under a zoning by-law;

b) lorsque le nouveau bâtiment est érigé sur un emplacement autre que celui où se situait le bâtiment principalle propriétaire est tenu de procéder sans délai au déblaiement complet de l'ancien emplacement.

La subvention à la démolitionreconstruction n'implique pas nécessairement la démolition totale du bâtiment principal en cause, et toutes parties des fondations dudit bâtiment jugées par la directeur en état satisfaisant pour être réutilisées dans le nouveau bâtiment, peuvent être conservées.

ARTICLE 7. — Demande de subvention

Le propriétaire d'un immeuble visé à l'article 6 qui désire se prévaloir des dispositions du présent règlement doit présenter sa demande de subvention sur la formule fournie à cet effet par le directeur.

Pour être recevable, la demande du propriétaire doit être accompagnée des documents suivants :

- a) une preuve démontrant qu'il est le dernier propriétaire enregistré de l'immeuble;
- b) une preuve, dans le cas où un mandataire agit pour un propriétaire, à l'effet qu'il est réellement habilité à le faire:

b) in the event the new building is crected on a site other
than the one on which the
main building was located,
the owner shall be required
to proceed without delay
with the complete clearing
of the former site.

A subsidy for demolition - reconstruction does not necessarily imply the total demolition of the main building involved, and any portion of the foundations of the said building which may be deemed by the Director to be in a satisfactory condition to be used again for the new building, may be conserved.

ARTICLE 7. — Application for a subsidy

The owner of any property referred to in Article 6 who wishes to avail himself of the provisions of this by-law shall submit his application for a subsidy on the form supplied for such purpose by the Director.

To be admissible, an application shall be accompanied by the following documents:

- a) proof that the applicant is the last registered owner of the property;
- b) proof, if the owner is represented by an agent, that the latter is duly authorized to represent the owner:

- c) une demande de permis de démolition du bâtiment principal, conformément aux stipulations des règlements en vigueur;
- d) une demande de permis de construction pour le nouveau bâtiment, conformément aux stipulations des règlements en vigueur;
- e) une preuve de capacité financière d'exécuter les ouvrages décrits dans la demande de permis de construction :
- f) toute autre preuve jugée nécessaire par le directeur.

ARTICLE 8. — Acceptation ou refus d'une demande

Le directeur transmet au Comité exécutif dans les trente (30) jours de sa réception, toute demande de subvention recevable et recommande, aux conditions inscrites dans son rapport, d'approuver l'octroi d'un montant à titre de subvention provisoire.

Le directeur informe le propriétaire, par pli recommandé, de la décision du Comité exécutif et lui indique le montant de l'octroi provisoire approuvé.

- c) a permit application for the demolition of the main building, in accordance with the provisions of the bylaws in force;
- d) a building permit application for the new building, in a accordance with the provisions of the by-laws in force;
- e) proof of financial ability to carry out the works described in the building permit application;
- f) any other proof as may be deemed necessary by the Director.

ARTICLE 8. — Acceptance or refusal of an application

The Director shall forward to the Executive Committee any admissible application for a subsidy within thirty (30) days from receipt and shall recommend that the said Committee approve the granting of a temporary amount for the subsidy, subject to the conditions mentioned in his report.

The Director shall, by registered mail, inform the owner of the decision taken by the Executive Committee and indicate the temporary amount approved for the subsidy.

ARTICLE 9. — Modalités de versement de la subvention

Un premier montant correspondant au tiers (1/3) du montant provisoire de la subvention est versé au propriétaire sur rapport du directeur attestant que les travaux de démolition sont terminés.

Un deuxième montant correspondant à un autre tiers (1/3) du montant provisoire de la subvention est versé au propriétaire sur rapport du directeur attestant que les travaux de construction du nouveau bâtiment sont terminés et jugés conformes aux exigences des règlements en vigueur.

Dans les trente (30) jours suivant la date où la valeur réelle du nouveau bâtiment est inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation. le directeur établit le montant réel de la subvention et la différence, s'il en existe une, entre ce montant et la somme des versements déjà effectués est versée au propriétaire.

ARTICLE 10. — Rajustement du montant de la subvention

Dans le cas où le montant provisoire de la subvention est inférieur au montant réel visé à l'article précédent, le directeur recommande au Comité exécutif d'accorder le montant complémen-

ARTICLE 9. — Conditions governing the payment of the subsidy

A first instalment corresponding to one-third (1/3) of the temporary amount of the subsidy shall be paid to the owner upon report from the *Director* attesting that the demolition works are completed.

A second instalment corresponding to another third (1/3) of the temporary amount of the subsidy shall be paid to the owner upon report from the Director attesting that the works for the construction of the new building are completed and are deemed to conform to the requirements of the by-laws in force.

Within thirty (30) days following the date on which the actual value of the new building is entered for the first time in the valuation roll, the Director shall determine the actual amount of the subsidy and, in the event of a difference between the said amount and the total amount of the payment, already made, such difference shall be paid to the owner.

ARTICLE 10. — Adjustment in the amount of the subsidy

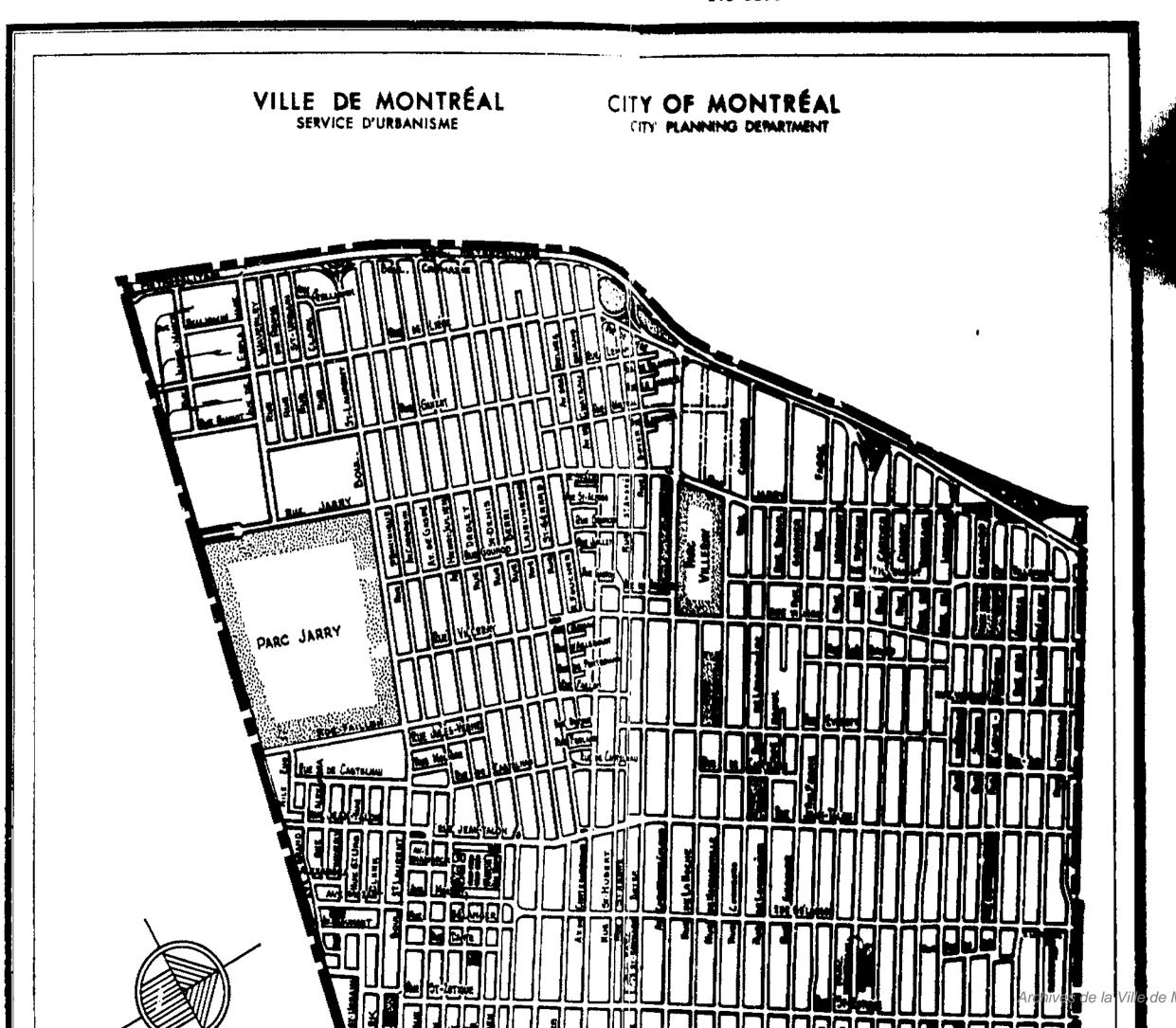
If the temporary amount of the subsidy is less than the actual amount referred to in the preceding article, the *Director* shall recommend that the Executive Committee grant a supplementary

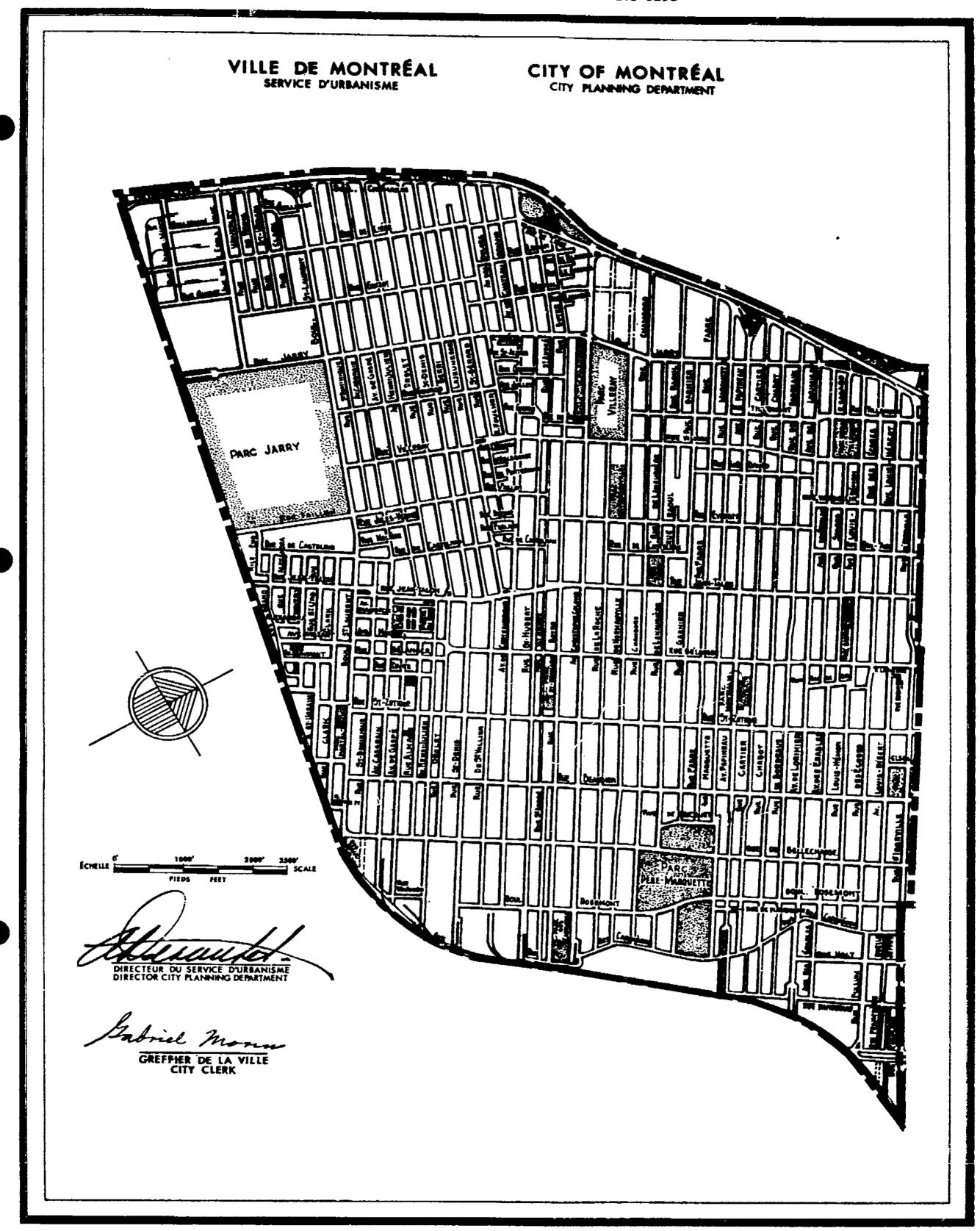
propriétaire.

dépasse le montant réel de la subvention, le propriétaire est tenu d'effectuer le remboursement du trop-perçu dans un délai ne déeffet par le directeur.

taire, lequel est alors versé au amount which shall then be paid to the owner.

Dans le cas où la somme des In the event that the aggregate versements effectués à titre de amount of the payments made as tranches du montant provisoire portions of a temporary amount of the subsidy might exceed the actual amount of the subsidy, the owner shall be required to reimburse the excess payment within passant pas trente (30) jours, de a period not exceeding thirty (30) la date de l'avis transmis à cet days from the date of the notice days from the date of the notice given to this effect by the Director.





Ce plan fait partie intégrante du règlement no 3293 adopté par le conseil le 12 avril 1966.

This plan is an integral part of By-law No. 3293 adopted by the Council on April 12, 1966.

LE MAIRE,

LE GREFFIER DE LA VILLE,

POUR LA VILLE DE MONTREAL.

Montréal, le 14 avril 1966.